



**PRÉFET  
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
34 avenue Maunoury BP 60723  
41007 Blois Cedex

Blois, le 31/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **REVIVAL**

Zone industrielle 4  
BP 8  
59880 Saint-Saulve

Références : 2025/ 74  
Code AIOT : 0010004965

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2025 dans l'établissement REVIVAL implanté 20, rue Rocheboyer 41100 Saint-Ouen. L'inspection a été annoncée le 06/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REVIVAL
- 20, rue Rocheboyer 41100 Saint-Ouen
- Code AIOT : 0010004965
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société REVIVAL assure la collecte, le tri, le recyclage et la valorisation des métaux ferreux et non ferreux, des biens de consommation arrivés en fin de vie (automobiles, déchets d'équipement électriques et électroniques, etc.), ainsi que des matières de récupération (démolitions industrielles, par exemple) et des déchets neufs industriels (chutes de fabrication).

### Thèmes de l'inspection :

- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Paramètres généraux et valeurs limites de rejet	Arrêté Préfectoral du 13/10/2021, article 11	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 13/10/2021, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
8	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 17/05/2004, article 3.5.6.1.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Implantation	Arrêté Préfectoral du 13/10/2021, article 16	Demande d'action corrective	3 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Description des activités	Arrêté Préfectoral du 13/10/2021, article 3	Sans objet
2	Caractéristiques de stockage et de transit des déchets admissibles.	Arrêté Préfectoral du 13/10/2021, article 4	Sans objet
3	Caractéristiques des points de rejet dans le milieu récepteur	Arrêté Préfectoral du 13/10/2021, article 10	Sans objet
5	Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 13/10/2021, article 9	Sans objet
6	Programme de surveillance	Arrêté Préfectoral du 13/10/2021, article 12	Sans objet
9	Moyens d'intervention en cas	Arrêté Préfectoral du 17/05/2004, article 3.1.6.1.4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'accident		
11	Rétention des eaux incendie	Arrêté Préfectoral du 17/05/2004, article 3.1.3.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Description des activités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/10/2021, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockages
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le stockage des tournures est réalisé dans des casiers couverts. Les bâtiments, les installations et les stockages sont disposés conformément au plan des installations figurant à l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 13/10/2021.
<b>Constats :</b>  Le stockage des tournures est réalisé dans des casiers couverts. Les bâtiments, les installations et les stockages sont globalement disposés conformément au plan des installations figurant à l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 13/10/2021. Néanmoins il y a eu quelques modifications apportées aux stockages (notamment la suppression de la zone de cisailage et de la zone des ferrailles cisailées). Les ferrailles à cisailier sont désormais envoyées sur le site de Fossé doté d'une nouvelle cisaille. L'exploitant a transmis à l'inspection la fiche entreprise incendie avec le plan des installations et des stockages mis à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Caractéristiques de stockage et de transit des déchets admissibles.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2021, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques de stockage et de transit des déchets admissibles.

Prescription contrôlée :

Type de déchets	Capacité de stockage maximale	Transit annuel maximal en tonne/an
-----------------	-------------------------------	------------------------------------

Ferrailles	260 tonnes	20000
Métaux non ferreux-Tournures.	110 tonnes	3000
Pneumatiques	100 m <sup>3</sup>	100
Papiers-cartons	270 m <sup>3</sup>	800
DIB en mélange	500 m <sup>3</sup>	9000
Moteurs	30 tonnes	150
Batteries	30 tonnes	300
Plastiques	90 m <sup>3</sup>	200
Bois	150 m <sup>3</sup>	800
Verre	100 m <sup>3</sup>	100
DEEE	200 m <sup>3</sup> de GEM-HF + 5 tonnes de PAM et écrans.	100

#### Constats :

L'exploitant a présenté l'état des stock informatisé à l'instant "t".

L'examen de l'état des stocks montre que les capacités maximales de stockage autorisées sont très largement respectées. L'exploitant a indiqué que le groupe est dans une démarche de stockage minimal sur site.

Il a précisé que le bilan annuel sera transmis au mois de mars via la déclaration GEREPE.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 :** Caractéristiques des points de rejet dans le milieu récepteur

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/10/2021, article 10

**Thème(s) :** Risques chroniques, Caractéristiques des points de rejet dans le milieu récepteur

**Prescription contrôlée :**

<i>Point de rejet</i>	<i>N° 2</i>
<i>Nature des effluents</i>	<i>Eaux pluviales susceptibles d'être polluées et eaux de lavage des véhicules après leur traitement + eaux pluviales de toitures non polluées.</i>
<i>Exutoire du rejet</i>	<i>Milieu naturel</i>
<i>Traitement avant rejet</i>	<i>Eaux pluviales susceptibles d'être polluées et eaux de lavage des véhicules : Décanteur lamellaire et séparateur d'hydrocarbures après transit via le bassin tampon de 500 m<sup>3</sup>.</i>
<i>Milieu naturel récepteur</i>	<i>Loir</i>
<i>Conditions de raccordement</i>	<i>Néant.</i>

**Constats :**

Les caractéristiques des points de rejets sont conformes.

A noter qu'un voyant "défaut" était allumé au niveau de l'armoire de commande du séparateur d'hydrocarbures. L'exploitant a indiqué qu'il y avait certainement un défaut au niveau d'une sonde.

Il a présenté le BSD relatif à la dernière vidange du séparateur du 23/01/2025 pour une tonne estimée de boues.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 :** Paramètres généraux et valeurs limites de rejet

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/10/2021, article 11

**Thème(s) :** Risques chroniques, Paramètres généraux et valeurs limites de rejet aqueux

**Prescription contrôlée :**

<i>Référence du rejet</i>	<i>N°2 Eaux pluviales susceptibles d'être polluées</i>
---------------------------	--

	<i>et eaux de lavage des véhicules avant mélange avec les eaux de toitures non polluées.</i>
<b>Paramètres</b>	<b>Concentration max en mg/l</b>
MES	30
DCO	100
DBO5	30
Hydrocarbures totaux	5
Cu et ses composés	0,5
Fe + Al et leurs composés	5
Pb et ses composés	0,5
Zn et ses composés	2
Cr et ses composés	0,5
Hg et ses composés	0,05
Cd et ses composés	0,02
Ni et ses composés	0,5
Sn et ses composés	2

**Constats :**

<p>L'examen du rapport relatif à la dernière analyse des rejets aqueux de EUROFINs du 29/08/2024 fait apparaître des dépassements des VLE pour les paramètres suivants :</p> <p>DCO : 129 &gt;100 mg/l</p> <p>MES : 232 &gt;30 mg/l</p> <p>Al + Fe : 55 &gt;5mg/l</p> <p>Somme des métaux : 58,7&gt;15 mg/l</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'un nouveau prélèvement pour analyses était programmé le 29/01/2025.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre en place les actions correctives afin de respecter les VLE fixées à l'article 11 pour tous les paramètres. Il devra transmettre à l'inspection les résultats du prélèvement du 29/01/2025 dès qu'ils seront disponibles via le prestataire.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 5 : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/10/2021, article 9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont composées des eaux ruisselant sur les voiries, sur les aires de stockage et sur les parkings.</i></p> <p><i>Elles transitent via deux pompes de relevage par un bassin tampon de 500 m<sup>3</sup> maçonné et hors sol compte tenu de son emplacement situé en zone inondable. Elles sont ensuite traitées dans un décanteur lamellaire puis un séparateur d'hydrocarbures avant d'être rejetées dans le Loir avec un débit de fuite de 5l/s.</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Conforme. Voir point de contrôle n°3.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Programme de surveillance**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2021, article 12	
Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance des rejets aqueux	
Prescription contrôlée :	
Rejet n°2 par temps de pluie avant mélange avec les eaux pluviales de toitures non polluées.	



<i>Par un laboratoire agréé</i>	
<i>Fréquence</i>	<i>Mode</i>
<i>Annuelle</i>	<i>Ponctuel</i>
<b>Constats :</b>  Conforme la fréquence annuelle est respectée.	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	

#### N° 7 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/10/2021, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.</i> <i>La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.</i> <i>Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</i> <i>Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.</i>  <i>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</i>  <i>L'exploitant est en mesure de fournir un Q18 attestant que les installations électriques ne présentent pas de risques d'incendie ou d'explosion.</i>
<b>Constats :</b>  L'examen du rapport de contrôle des installations électriques du 15/04/2024 réalisé par DEKRA fait apparaître 8 défauts. Le Q18 afférent mentionne que les installations électriques peuvent présenter un risque incendie

<p>(poussières dans une armoire TGBT).</p> <p>L'exploitant a présenté un devis signé le 25/01/2025 avec la société DAHERON pour la mise en conformité des installations électriques.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra transmettre à l'inspection un nouveau Q18 dès que les actions correctives auront été mises en place via le prestataire.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 8 : Moyens d'intervention en cas d'accident**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/05/2004, article 3.5.6.1.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements. Définition des moyens.</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à une analyse préalable qui apprécie le potentiel de danger de l'installation et précise les moyens nécessaires pour assurer la maîtrise des risques inventoriés.</p> <p>Notamment en ce qui concerne le risque incendie, le site est pourvu d'extincteurs, de RIA ou de moyens d'extinction équivalents adaptés au risque et en nombre approprié. Ils sont judicieusement répartis dans l'installation. L'exploitant dispose, en quantité suffisante, d'un neutralisant adapté au risque en cas d'épandage accidentel de produits dangereux.</p> <p>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'examen du rapport de vérification des RIA du 30/07/2024 réalisé par EUROFEU fait apparaître qu'un RIA est fuyard.</p> <p>L'exploitant a présenté un devis signé le 14/01/2025 avec EUROFEU relatif à la réparation du RIA.</p> <p>L'examen du rapport de vérification des extincteurs du 30/07/2024 réalisé par EUROFEU n'amène pas de remarque de l'inspection.</p> <p>A noter qu'un exercice incendie a été organisé le 15/01/2025 et qu'une nouvelle fiche sécurité incendie a été rédigée..</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra transmettre à l'inspection le justificatif afférent à la réparation du RIA fuyard.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>

Proposition de délais : 1 mois

**N° 9 : Moyens d'intervention en cas d'accident**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/05/2004, article 3.1.6.1.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Ressources en eau

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit disposer de deux poteaux d'incendie normalisés de 100mm répondant aux caractéristiques suivantes :

- être conformes à la norme NFS 61-213
- être piqués directement sur une canalisation de diamètre suffisant d'au moins 100 mm et offrir un débit de 1000 litres/mn minimum simultanément sous une pression dynamique de 1 bar
- se trouver en bordure d'une voie carrossable ou tout au plus à 5 m de celle-ci L'orifice de 100 mm orienté face à l'axe de la voie de circulation
- respecter les règles d'implantation conformément à la norme NFS 62-200.

L'un des poteaux devra être situé à moins de 100m du point le plus éloigné à défendre, l'autre à moins de 200m. Ces poteaux devront être positionnés de manière à éviter de couper la circulation an cas de besoin.

**Constats :**

Le site dispose de deux poteaux incendie externes au site, le PI n° 56 situé à l'entrée du site et le PI n° 55 situé à 125 m de l'entrée du site.

Il dispose également d'un PI interne dont le débit et la pression ont été mesurés par EUROFEU le 16/01/2025 (70m<sup>3</sup>/h pour 1,7 b).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Implantation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/10/2021, article 16

**Thème(s) :** Risques accidentels, Implantation des stockages

**Prescription contrôlée :**

*Les DIB sont stockés sur une surface de 400 m<sup>2</sup> maximale. La hauteur maximale de stockage est fixée à 3 m.*

*Le stockage des papiers /cartons est séparé de la clôture Sud et du stockage de déchets dangereux par des écrans thermiques EI 120 de 3 m de hauteur.*

*Les stockages de DIB, de bois, de plastiques, papiers /cartons et le stockage de pneumatiques usagés sont disposés de manière à ce que les flux thermiques résultants d'un incendie soient maintenus sur le site et que le flux de 8 kW/m<sup>2</sup> n'atteigne pas d'autre stockage combustible en référence aux modélisations réalisées dans le « porter » à connaissance du 12 juillet 2021.*

**Constats :**

Une benne de 30 m<sup>3</sup> contenant des bacs en plastiques est stockée dans la partie mitoyenne avec BS ENVIRONNEMENT alors que dans cette zone, seules sont autorisées les bennes vides de tout déchet.

Les autres stockages du site sont conformes à l'article 16.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit déplacer la benne contenant des bacs plastiques dans une zone autorisée du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 jours

**N° 11 : Rétention des eaux incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/05/2004, article 3.1.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositif de confinement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés. Ce bassin peut être constitué d'une aire étanche, prévue à cet effet permettant la rétention en toute sécurité des effluents polluants ou susceptibles d'être pollués. Les effluents retenus ne pourront être rejetés que si leur qualité permet de respecter les normes fixées à l'article 11 de l'AP du 13/10/2021 . Dans le cas contraire, ils sont considérés comme des déchets .
<b>Constats :</b>  Conforme. Le bassin de confinement de 500 m <sup>3</sup> est implanté. Les consignes en cas d'incendie sont rédigées et affichées. L'essai de la fermeture de la vanne d'obturation s'est révélé satisfaisant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite